

# Suppressions de postes : un lourd tribut payé par les personnels administratifs

Le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, a annoncé le 17 septembre dans la presse la suppression de 1.800 postes au sein du ministère de l'Éducation nationale sur le budget 2019 dont 400 postes de personnels administratifs. Le projet de ce gouvernement repose sur le mépris des personnels et des besoins du système éducatif. Ça suffit !

Communication d'abord : le mépris des personnels

Les personnels et leurs représentant-es élu.es sont une fois de plus informés par voie de presse d'une mesure qui impactera fortement leurs conditions de travail et d'exercice. Quel mépris pour les personnels ! Le ministre s'est lancé dans une campagne de communication visant à expliquer que ces suppressions de postes ne se feront ni au détriment des personnels, ni au détriment du service...

Pour la CGT, on ne développera pas le service public d'éducation en supprimant 1.800 postes

**Personnels administratifs :  
400 suppressions de postes  
supplémentaires**

Alors que les personnels administratifs représentent 6,7% des personnels de l'Éducation nationale, ils vont absorber 22,2% des suppressions de postes. 200 postes administratifs avaient déjà été supprimés en 2018, l'annonce des 400 suppressions supplémentaires est la goutte qui fait déborder le vase. Aucun poste n'est créé non plus pour les personnels TRF.

**C'est un mépris flagrant pour les missions des personnels administratifs et techniques** qui sont partie intégrante de la communauté éducative et dont les métiers de soutien aux missions d'éducation rendent possible les activités d'enseignement. **Cessons de déconsidérer notre travail !**

**Fusion des académies :  
de mutualisations en  
suppressions de postes**

Lors d'une rencontre sur les évolutions

territoriales et la fusion programmée des académies avec la CGT Educ'action, le ministère a répété que cette réforme n'avait pas pour objectif de permettre des suppressions de postes administratifs... Quelques jours plus tard, le ministre annonce plus de 400 suppressions de personnels administratifs !

**On n'en peut plus !** Inévitablement la fusion des services au niveau des régions va entraîner à terme des suppressions de poste...

**La charge de travail des personnels dans les services académiques et les établissements va donc mathématiquement encore augmenter.** Pourtant, partout les collègues sont débordés et peinent à remplir leurs missions et sont au bord de l'explosion. Il est grand temps de nous mobiliser pour recréer des postes pérennes dans nos académies !

**Du plan Sauvadet ...  
vers encore plus de  
précarisation**

S'il a permis de titulariser des personnels contractuels (et la CGT a œuvré pour aider les personnels à sortir de la précarité !), le plan Sauvadet qui se termine en 2018 a été très limité. Pour l'ensemble des personnels BIATSS de l'enseignement scolaire et supérieur, seulement 7127 personnes (46 %) ont pu être titularisées sur les 15 578 éligibles au cours des 6 ans.

**Pas un service qui ne fonctionne sans personnel précaire !**  
Car, dans le même temps, les suppressions de postes de titulaires ont conduit le Rectorat de Nantes à recruter de plus en plus de vacataires, pudiquement nommés « contractuels payés à l'heure », quand il ne s'agit pas de recours aux contrats aidés ou d'apprenti.es qui servent de « bouche-trou » en établissement ou services académiques.

SYNDIQUEZ VOUS ! RENSEIGNEZ VOUS !  
www.education7627.fr

**Renforcer le service public  
d'éducation au lieu de le  
détruire**

1.800 postes supprimés dans l'Education Nationale, cela représente 40 % des suppressions annoncées par le gouvernement : **on est loin de la priorité donnée à l'éducation.** La priorité de ce gouvernement comme des précédents est donnée à l'austérité pour satisfaire le patronat et les Services Publics en font les frais.

Les réformes en cours visent à transformer en profondeur l'Ecole : l'évaluation généralisée pour tous, l'apprentissage précoce de la compétition et de l'employabilité des jeunes au détriment de la culture générale qui permettrait leur émancipation.

La CGT est attachée à un service public d'éducation nationale de qualité.

La CGT exige des moyens à la hauteur des besoins et une politique digne à destination des personnels.

**Plutôt que les suppressions  
de postes, la CGT défend :**



la création de postes statutaires en nombre suffisant et la titularisation des personnels précaires



le dégel du point d'indice et l'augmentation immédiate des salaires et des retraites de 400 euros pour toutes et tous.



# STOP!

**Pas de résignation ni de  
lamentation, il faut se défendre  
tous ensemble**



La CGT appelle à une **journée de grève interprofessionnelle le 9 octobre** contre la politique du gouvernement qui détruit notre modèle social, favorisant notamment l'explosion des inégalités et la casse des droits collectifs.

## GREVE

**9 octobre**

L'heure est à la mobilisation dans toute l'éducation, comme dans tous les autres secteurs, pour gagner sur nos revendications et mettre un coup d'arrêt à la politique d'austérité Macron-Philippe et aux réformes Blanquer !

**ROUEN : 13H30 COURS CLEMENCEAU  
LE HAVRE : 10H00 DEVANT FRANKLIN  
EVREUX : BEL EBAT 10H30  
DIEPPE : 10H30 DEVANT LA GARE**

**SYNDIQUEZ VOUS ! RENSEIGNEZ VOUS !  
www.education7627.fr**